



## **L'endettement extérieur du Maroc, un facteur d'instabilité régionale ?**

Xavier Dupret

Août 2020

31.300 signes

*La pandémie qui a grippé les rouages de l'économie mondiale ne laissera pas le Maroc indemne. Le talon d'Achille de ce dernier réside, comme nous le verrons, dans son endettement extérieur, lequel correspond à un choix politique formulé de longue date par les autorités marocaines.*

Pour établir ce lien logique entre des données d'ordre comptable et une analyse politique, on aura utilement recours à la dichotomie Centre-Périphérie telle qu'établie par les économistes critiques de la dépendance du Sud à l'égard du Nord<sup>1</sup>.

### *Héritage colonial*

Posons au départ de cette réflexion que l'opposition entre le Centre et la Périphérie de l'économie mondiale constitue un legs du colonialisme. Dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, les nations européennes choisissent, au lieu de développer la consommation intérieure des milieux populaires, d'exporter leurs capitaux excédentaires en direction de nouveaux territoires. Les zones les plus touchées par

---

<sup>1</sup> Nous recommandons tout particulièrement la lecture de l'ouvrage fondateur de Raúl Prébisch, *El desarrollo económico de la América Latina y algunos de sus principales problemas*, Santiago de Chile, CEPAL, 1949.

ce mouvement sont ceux où une domination européenne a déjà pu s'exercer de longue date, notamment par la voie militaire.

C'est ainsi que les Amériques (au nord comme au sud) et la Russie seront les régions du monde les plus directement concernées par cette pénétration des capitaux occidentaux. Pour sa part, l'Afrique suivra tant et si bien que jusqu'à la fin de la Première Guerre mondiale, seule une portion marginale du capital européen fut investie au sud de la Méditerranée. Les grandes puissances européennes, en ce compris l'Empire colonial français, préféraient placer leurs capitaux aux Etats-Unis, en Amérique Latine et dans la Russie tsariste. C'est ainsi que la France n'a guère exporté de capitaux à risques au sein de ses colonies d'Afrique, pourtant majoritaires (moins de 13% du volume total des exportations de capitaux français). Au passage, ce constat statistique permet de s'inscrire en faux contre le discours de Dakar, de triste mémoire, prononcé par Nicolas Sarkozy en 2007. Cette faiblesse des investissements français en Afrique contredit frontalement la thèse sarkozienne selon laquelle « le colonisateur est venu, il a pris, il s'est servi, il a exploité, il a pillé des ressources, des richesses qui ne lui appartenaient pas. Il a dépouillé le colonisé de sa personnalité, de sa liberté, de sa terre, du fruit de son travail. Il a pris mais je veux dire avec respect qu'il a aussi donné. Il a construit des ponts, des routes, des hôpitaux, des dispensaires, des écoles. Il a rendu fécondes des terres vierges, il a donné sa peine, son travail, son savoir »<sup>2</sup>.

En réalité, l'essentiel des exportations françaises de capitaux a revêtu la forme d'un capitalisme rentier qui répugnait viscéralement au risque, contrairement, par exemple, à la variante anglo-saxonne de l'impérialisme dans le cas de la mise en valeur des territoires nord-américains. « La comparaison entre le comportement de la France et celui de la Grande-Bretagne, qui réalisaient la plus grande partie des exportations de capitaux (respectivement, 20 % et 42 % du total en 1913, loin devant l'Allemagne, 13 %), renseigne sur les physionomies nationales de l'impérialisme. En effet, les exportations de capitaux de la France, qui se sont considérablement accélérées à partir des années 1890, exhibent des caractéristiques différentes de celles de la Grande-Bretagne et de

---

<sup>2</sup> Le Monde, Le discours de Dakar de Nicolas Sarkozy. L'intégralité du discours du président de la République, prononcé le 26 juillet 2007, édition mise en ligne le 9 novembre 2007 et mise à jour le 7 avril 2009.

l'Allemagne. La préférence y est nettement donnée aux prêts plutôt qu'aux investissements directs dans la production »<sup>3</sup>.

L'expansion territoriale du capitalisme ouest-européen a fini par toucher des formations sociales non-capitalistes et ont, dès lors, fondamentalement visé à enfermer ces dernières dans le statut peu enviable de périphéries dépendantes. Voilà pourquoi le système économique mondial contemporain est intrinsèquement caractérisé par un profond inégalitarisme structurel. Le centre capitaliste occidental cherche à subordonner à son seul intérêt les Etats de la périphérie. De surcroît, cette pression néocoloniale du Centre complique sérieusement les politiques de développement autocentré au sein des Etats de la Périphérie. Il en ressort une polarisation économique croissante entre les Etats capitalistes centraux et les formations sociales victimes du néocolonialisme. S'il fallait donner une preuve du bien-fondé de cette dichotomie au sein de l'économie mondiale, on commencerait par relever que jamais un pays du Sud en crise ayant, d'aventure, appliqué les recettes du Fonds monétaire international (FMI) n'a fini par accéder à l'industrialisation et au développement. Au contraire, les thérapies de choc proposées par le FMI ont le plus souvent constitué des chocs sans thérapie pour la Périphérie.

Pour toutes ces raisons, l'école de la dépendance constitue un modèle explicatif particulièrement performant lorsqu'il s'agit d'analyser les évolutions sur le long terme de l'économie mondiale. En ce qui concerne le cas marocain, un exercice d'analyse historique conduira l'observateur à repérer que la stratégie d'assujettissement colonial du Maroc a épousé de près les contours des préférences rentières propres au capitalisme français. C'est ainsi que la signature en 1912 du traité de Fès mettant en place le protectorat français sur le royaume chérifien n'a pas été spécialement précédée de grandes manœuvres militaires. C'est, en effet, par l'endettement extérieur que la France a pu soumettre le Maroc au joug colonial.

Pour comprendre ce phénomène, il faut remonter au milieu de XIX<sup>ème</sup> siècle. A cette époque, la dynastie chérifienne avait misé sur un modèle aveuglément libre-échangiste dans ses rapports avec l'Occident et avait, par conséquent, conclu un traité d'ouverture commerciale avec le

---

<sup>3</sup> Claude Serfati, *Le Militaire*, éditions Amsterdam, Paris, 2017 cité par la revue en ligne Période, Url : <http://revueperiode.net/une-breve-histoire-de-limperialisme-francais/>. Date de consultation : 24 août 2020.

Royaume-Uni en 1856. Ce traité inégal va jeter les bases d'un déficit commercial chronique à partir de la fin des années 1870 au détriment du Maroc. L'absence de taxes sur les importations européennes va, au fil du temps, phagocytter les finances publiques marocaines et obérer le développement industriel du pays. Le Maroc devait s'endetter toujours davantage pour financer son déficit commercial. Or, la France coloniale convoitait le Maroc. Londres et Paris ayant signé les traités de l'Entente cordiale en avril 1904, les Français ont enfin eu les coudées franches pour établir leur domination sur le Maroc. Et c'est ainsi que ce dernier a reçu de la France un grand prêt en juin 1904. Cet endettement allait permettre à Paris de s'immiscer dans les affaires intérieures marocaines. Cette ingérence prit un tour de plus en plus déstabilisant pour l'autorité du Sultan et a fini par déboucher sur l'instauration d'un protectorat colonial français au Maroc<sup>4</sup>.

Les manœuvres financières de la France au Maroc à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle étaient si célèbres en leurs temps qu'elles ont été, pour l'anecdote, jusqu'à inspirer la littérature. C'est ainsi que l'on retrouve parmi les protagonistes de *Bel-Ami*, le roman de Maupassant publié en 1885, un certain monsieur Walter adepte notoire de spéculations douteuses au Maroc et, à ce titre, détenteur d'une part significative de la dette extérieure de ce pays.

Bref, la dette extérieure au Maroc, c'est une longue et vieille histoire. Et le moins que l'on puisse dire est qu'elle a largement contribué à déterminer la politique extérieure de ce pays. On peut, sans ambages, qualifier la dette extérieure de laisse attachant de force le régime chérifien à l'Occident. Voilà pourquoi dès les lendemains de l'indépendance algérienne, la Guerre des Sables va éclater. Elle durera quatre mois et demi, du 25 septembre 1963 au 20 février 1964, à la suite d'une agression par l'armée marocaine de la jeune république algérienne.

A l'époque, le régime marocain nourrissait des revendications sur une partie du territoire algérien. Cet épisode belliqueux consacre, en pleine guerre froide, l'appartenance du Maroc au camp occidental face à l'Algérie non-alignée, soutenue, d'ailleurs, par Cuba durant le conflit.

---

<sup>4</sup> Pour plus de détails sur cette période de l'histoire des relations entre la France et les pays du Maghreb, lire Adam Barbe, *Dette publique et impérialisme au Maroc (1856-1956)*, Ed. La Croisée des Chemins, 2020.

### *Données actuelles*

Le lien avec l'endettement en devises du Maroc est patent. C'est que Rabat n'a jamais cessé d'être alimenté en capitaux par les Occidentaux. Jusqu'à l'excès parfois. Voilà pourquoi le Maroc a, entre 1983 et 1992, bénéficié de 6 accords de rééchelonnement avec le club de Paris pour un total de près de 6,5 milliards de dollars en valeur nominale. Pour évaluer la valeur actuelle (2020) de cette somme, on prendra soin de tenir compte de l'inflation aux Etats-Unis. On obtient alors un total de 14,180 milliards de dollars<sup>5</sup>. Pour mémoire, le PIB du Maroc était de 117,9 milliards de dollars en 2018<sup>6</sup>. Les différentes formules d'allègement et de rééchelonnement de dettes dont a bénéficié le Maroc représentent donc au total plus de 12% de son PIB actuel. Cet ordre de grandeurs permet de situer l'importance déterminante de la dette extérieure pour Rabat.

### **Arrangements du Maroc avec le Club de Paris pour (en millions de dollars). Tableau récapitulatif.**

<b>Montant nominal</b>	<b>Montant en valeur 2020</b>	<b>Années</b>
1.210	3.147	1983
678	1.632	1985
1.000	2.280	1987
940	2.058	1988
1.390	2.755	1990
1.250	2.308	1992
<u>6.468</u>	<u>14.180</u>	<u>Total</u>

Source : Club de Paris, Url : [https://clubdeparis.org/fr/resultats-de-recherche?search\\_api\\_multi\\_fulltext=Maroc](https://clubdeparis.org/fr/resultats-de-recherche?search_api_multi_fulltext=Maroc). Données consultées le 27 août 2020. Calculs propres.

On prendra soin de préciser que le Club de Paris regroupe les créanciers publics (et pour l'essentiel, occidentaux) des pays périphériques. En cas de problèmes de solvabilité de l'un d'entre eux avec un gouvernement du Nord, le Club de Paris est appelé à intervenir.

---

<sup>5</sup> Club de Paris, Url : [https://clubdeparis.org/fr/resultats-de-recherche?search\\_api\\_multi\\_fulltext=Maroc](https://clubdeparis.org/fr/resultats-de-recherche?search_api_multi_fulltext=Maroc). Données consultées le 27 août 2020. Calculs propres.

<sup>6</sup> Banque mondiale, août 2020.

La liste des 20 Etats membres du Club de Paris est, de ce point de vue, particulièrement éclairante puisqu'elle ne comporte qu'un seul pays non-occidental et, par ailleurs, de plus en plus en opposition avec les pays centraux de l'économie mondiale. Il s'agit de la Russie. Les 19 autres Etats membres sont l'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Danemark, l'Espagne, les États-Unis, la Finlande, la France, l'Irlande, Israël, l'Italie, le Japon, la Norvège, les Pays-Bas, le Royaume-Uni, la Suède et la Suisse. Il s'agit là du gratin du capitalisme central.

Afin de mieux situer la dimension néocoloniale des relations avec le Club de Paris, on prendra soin de signaler que le secrétariat de ce forum de créanciers (d'un genre un peu particulier puisqu'il s'agit tout de même d'Etats) est logé au sein de la Direction générale du Trésor français (au 139, rue de Bercy pour être plus précis).

Pour la petite histoire, la France et le Club de Paris entretiennent une relation fort ancienne puisque c'est à l'initiative du ministre français des Finances que le Club de Paris a été créé en 1956 pour que les pays créanciers de l'Argentine, alors en défaut de paiement, soient en mesure de coordonner au mieux leur action. Il n'est, de ce point de vue, sans doute pas complètement anodin pour un pays qui fut jadis colonisé par la France de devoir passer par les fourches caudines d'une institution dont la présidence est assurée, sans discontinuité, par Paris depuis sa création.

Le Maroc devra-t-il, une fois de plus, implorer ses créanciers occidentaux ? La question mérite d'être posée car la dette extérieure du pays est vraisemblablement de nature à poser problème à l'avenir. Avant toute chose, un petit rappel notionnel s'impose. La dette extérieure d'un pays désigne les passifs de ce dernier à l'égard des seuls créanciers étrangers. Le positionnement des pays de la Périphérie à l'intérieur de l'économie-monde capitaliste les contraint à exporter des matières premières (dont les cours sont profondément instables en raison des stratégies spéculatives des grands groupes financiers du Centre) pour les échanger contre des produits manufacturés fabriqués par les multinationales du Nord et se caractérisant, au contraire, par un ajout de valeur constant. Voilà pourquoi l'endettement extérieur des nations de la Périphérie

s'effectue systématiquement dans les devises utilisées par les pays centraux dans le cadre de leurs échanges commerciaux.

De surcroît, les contrats d'endettement passés avec les créanciers du Centre renvoient assez souvent, en cas d'éventuels problèmes dans les remboursements, à des tribunaux du Nord compétents pour juger des litiges. Avoir recours à l'endettement extérieur pour un pays périphérique représente donc une option particulièrement limitative en termes de souveraineté nationale.

En dépit de ces caractéristiques hautement défavorables, le gouvernement marocain n'a pas hésité à dé plafonner tout récemment les possibilités d'endettement du pays auprès de ses créanciers occidentaux afin de faire face aux conséquences économiques de la pandémie du coronavirus. Le but de la manœuvre est le suivant. Au Maroc, comme partout ailleurs dans le monde, la diffusion du Covid-19 a été synonyme d'une violente chute du PIB. Des politiques d'activation de la dépense publique engendrant d'importants déficits budgétaires seront nécessaires pour stimuler la croissance du PIB. Le drame réside dans le fait que l'endettement extérieur ne constitue, en tout état de cause, pas la réponse idoine à cette dégradation.

L'objectif des autorités marocaines procède, en effet, du désir de remplacer les réserves qui vont manquer à l'avenir par de la dette. La presse marocaine ne montre, d'ailleurs, aucune ambiguïté à ce sujet. « Le Maroc anticipe et passe à la relance économique de l'après-crise de la pandémie du Covid-19. Car, si l'heure est à la sauvegarde des vies humaines, demain, il faut s'atteler au redressement des fondamentaux. A commencer par les réserves extérieures pour s'assurer l'approvisionnement en intrants et produits alimentaires. Celles-ci affichent pour le moment un niveau satisfaisant : 5,5 mois d'importations. Mais il y a risque qu'elles fondent sous l'effet de la contraction de la demande extérieure »<sup>7</sup>.

Ces lignes sont très claires. Il faut remplacer des réserves accumulées à partir des exportations de biens et de services par des agents marocains par de la dette extérieure pour se procurer des biens

---

<sup>7</sup> Abdelaziz Ghouibi, Déplafonnement de la dette extérieure : Le Maroc anticipe l'après-crise, L'Economiste (Maroc), édition n°5735 mise en ligne le 7 avril 2020. Date de consultation: 29 août 2020.

alimentaires produits ailleurs. Pourquoi ne pas envisager à titre d'alternative de développer l'agriculture et l'industrie nationales afin justement de préserver les réserves de change du pays ? Evidemment, pour cela, il faut poser des limites claires au libre-échange en considérant le droit au développement du pays comme étant de nature hiérarchiquement supérieure à l'ouverture à l'Occident. Ce n'est évidemment pas la ligne qui prévaut au Maroc en matière de politiques économiques depuis des décennies. Au passage, on vérifiera que la dette extérieure participe bel et bien d'un phénomène de subordination des nations périphériques aux intérêts centraux en raison de politiques libre-échangistes. Il s'agit là du cœur de la théorie de la dépendance.

On peut, en fin de compte, anticiper une crise de l'endettement extérieur au Maroc à moyen terme. Si les réserves sont appelées à se contracter sous la pression de la chute de la demande extérieure, rien n'indique que la consommation en Europe va repartir rapidement à la hausse. Par exemple, le Fonds monétaire international (FMI) estimait récemment que « la croissance mondiale est projetée à - 4,9 % en 2020, 1,9 point de pourcentage en dessous des prévisions des Perspectives de l'économie mondiale (PEM) d'avril 2020. La pandémie de COVID-19 a eu un impact plus négatif sur l'activité au premier semestre 2020 que prévu, et la reprise devrait être plus progressive que prévu. En 2021, la croissance mondiale est projetée à 5,4 %. Globalement, cela laisserait le PIB 2021 inférieur d'environ 6 ½ points de pourcentage par rapport aux projections pré-COVID-19 de janvier 2020. L'impact négatif sur les ménages à faible revenu est particulièrement aigu »<sup>8</sup>. Le redémarrage de la demande en Europe n'est donc pas pour demain, ce d'autant qu'une récente étude de la Commission européenne indique que la chute du PIB de la zone euro en 2020 sera de 8,7 % en 2020 et que le regain économique de 2021 ne sera que de 6,1 %<sup>9</sup>. L'Europe sera donc plus pauvre en janvier 2022 qu'elle ne l'était deux ans auparavant en janvier 2020.

Dans cette Europe en proie à un appauvrissement collectif d'importance, les salaires auront tendance à stagner voire à baisser en raison d'un phénomène bien connu depuis le XIX<sup>ème</sup> siècle, à savoir la montée du chômage et donc de l'armée de réserve industrielle. Cette dernière

---

<sup>8</sup> FMI, WORLD ECONOMIC OUTLOOK UPDATE, A Crisis Like No Other, An Uncertain Recovery, Juin 2020, p.1.

<sup>9</sup> European Commission, European Economic Forecast, INSTITUTIONAL PAPER 132, Juillet 2020, p.1.



correspond au trop-plein de travailleurs au regard des besoins de la production. Plus cette armée de réserve est importante, plus l'exploitation et la précarité des travailleurs occupés sont élevées. Il est donc illusoire de compter sur une reprise de la consommation en Europe pour permettre au Maroc de reconstituer ses réserves. On peut même craindre que le tourisme (qui représentait 50 % des exportations de services du Maroc en 2018<sup>10</sup>) ne soit le secteur qui se réactivera en dernier tant les classes laborieuses européennes auront tout d'abord à cœur, et c'est fort logique, de sortir la tête hors de l'eau avant de repenser à voyager.

La stratégie marocaine reposant sur l'endettement extérieur résulte de la méconnaissance profonde d'un mécanisme à l'œuvre, depuis une décennie déjà, au sein de l'économie-monde entre le Centre et la Périphérie. La déflation salariale en cours en Europe conduit inévitablement à une pression à la baisse sur les prix des matières premières puisqu'il n'est sans doute plus possible d'aller beaucoup plus loin dans l'exploitation de la force de travail locale. La reproduction de la force de travail doit alors, puisque le patronat impose une forte pression à la baisse sur les salaires, se faire à des coûts décroissants en défaveur des pays producteurs de matières premières.

L'option du libre-échange illimité entre le Centre et la Périphérie est aujourd'hui porteuse de dangereuses évolutions pour les pays que l'on nommait autrefois les nations prolétaires. La crise liée à la pandémie de Covid-19 va, en effet, renforcer la pression à la baisse sur les salaires en Occident. Par conséquent, la tendance déjà à l'œuvre au sein du capitalisme central à vouloir se servir sur les réserves de change et/ou de matières premières des pays de la Périphérie va s'en trouver renforcée.

A défaut de l'avoir vu à temps pour des raisons d'évidence idéologiques, le gouvernement marocain risque de s'en mordre les doigts. Certes, pour l'heure, les réserves de change du pays s'élèvent encore, comme nous l'avons vu, à 5,5 mois d'importations. Mais que se passera-t-il quand le Maroc devra rembourser des réserves prêtées alors que la consommation en Europe restera morose ? La réponse est évidente. Le gouvernement laissera baisser les réserves de change

---

<sup>10</sup> The Observatory of Economic Complexity, Maroc, août 2020.

jusqu'au niveau minimal requis qui est de trois mois d'importations. Ensuite, le Maroc devra emprunter sur les marchés pour rembourser ses dettes et les coûts de refinancement de la dette extérieure marocaine seront de plus en plus élevés. Une spirale de surendettement se mettra progressivement en place. Il est, en effet, prouvé, aujourd'hui, que l'endettement extérieur, passé un certain niveau, fait pression à la baisse sur le taux de croissance du PIB et partant sur les recettes fiscales d'un pays.

Une étude du FMI estimait que ce seuil se situe à hauteur de 35 à 40 % du PIB<sup>11</sup> et 160 à 170 % des exportations. Or, en 2019, la dette extérieure du Maroc représentait 45 % du PIB et 160 % des exportations<sup>12</sup>. Dans les années qui viennent, l'endettement extérieur du Maroc va peser sur la croissance du pays, et ce au pire moment puisque l'Europe peinera, comme nous l'avons vu, à renouer avec la croissance qui prévalait sur le Vieux Continent avant l'éclatement de la crise du coronavirus. Il s'en suivra inévitablement une exacerbation des tensions sociales au Maroc. Pour offrir un exutoire à ces dernières, la tentation sera grande pour Rabat de miser sur la carte de l'opposition avec l'Algérie voisine. Cette grille de lecture permet de mieux interpréter les propos du Consul marocain à Oran qui avait, au mois de mai dernier, qualifié l'Algérie de « pays ennemi ». Ces déclarations, fort surprenantes dans la bouche d'un diplomate, ne sont pas les seuls signaux d'une volonté de détérioration des relations avec Alger dans le chef de Rabat.

On pointera également « une étude intitulée « Pour une nouvelle stratégie de défense intégrée du Maroc », œuvre d'un think tank marocain qui considère [l'Algérie] comme une menace permanente. Cette boîte à idées, caisse de résonance des Forces armées royales (FAR) (...) voit (...) en l'Algérie un rival historique et un ennemi permanent. En troisième lieu, [on signalera] la construction en cours d'une base militaire d'écoute juste à la frontière avec l'Algérie »<sup>13</sup>.

---

<sup>11</sup> Catherine Pattillo, Hélène Poirson, Luca Ricci, Dette extérieure et croissance in *Finances et Développement*, FMI, juin 2002, p.34.

<sup>12</sup> CEIC data, août 2020, Url : <https://www.ceicdata.com/en/indicator/morocco/external-debt--of-nominal-gdp>. The Observatory of Economic Complexity, Morocco, Url : <https://oec.world/en/profile/country/mar>. Date de consultation : 30 août 2020. Calculs propres.

<sup>13</sup> El Moudjahid, édition en ligne du 31 mai 2020. Url : <http://www.elmoudjahid.com/fr/actualites/154214>. Date de consultation : 27 août 2020.

Nul doute, dans ces conditions, que les problèmes d'endettement extérieur du Maroc pourraient contribuer à aggraver davantage encore la situation. On notera, au passage, que l'actuel forcing de Rabat sur la question du Sahara Occidental ne doit rien au hasard et s'explique également à bien des égards par le contexte de montée de l'endettement en devises du Maroc et la crise sociale que ce dernier finira tôt ou tard par occasionner.

### *Alternatives venues du Sud*

On proposera, en guise de conclusion à ce travail, un balisage conceptuel qui permet de donner corps à un projet alternatif à l'endettement en devises extérieures auprès des marchés financiers des pays capitalistes centraux. Pour ce faire, on utilisera les outils que nous propose l'intelligence économique (IE).

Pour rappel, l'IE désigne une manière de traiter l'information disponible de manière à conférer à un avantage compétitif ou stratégique en faveur d'une entreprise, d'une organisation, d'un territoire ou d'un Etat<sup>14</sup>. L'IE renvoie fondamentalement à « un processus contribuant, en construisant du sens, à modifier les représentations que les acteurs de l'organisation ont de leur environnement. Ainsi, autant que sur l'analyse, l'accent est mis sur l'apprentissage c'est-à-dire l'appropriation et la construction de sens »<sup>15</sup>. De surcroît, « l'IE correspond à un certain nombre de fonctions différentes que l'on peut classer selon qu'elles cherchent à construire une connaissance (fonction scientifique) ou qu'elles cherchent à influencer la construction de l'avenir (fonction stratégique), ces deux types de fonctions n'étant d'ailleurs pas antagonistes, mais complémentaires »<sup>16</sup>.

---

<sup>14</sup> Pour plus de précisions, lire Alice Guilhon et Nicolas Moinet (dir.), *Intelligence économique. S'informer. Se protéger. Influencer*, Ed.Pearson, Montreuil, 2016.

<sup>15</sup> Antoine Saïd, « Rôle de l'intelligence économique dans la stratégie de l'entreprise » in *Vie & Sciences de l'Entreprise*, vol. 173, no. 4, 2006, pp. 59-67.

<sup>16</sup> Antoine Saïd, *ibid.*

Les apports de l'intelligence économique en matière de gestion des réserves par les pays de la Périphérie nous permettent de pointer l'exemple de la Russie qui a tourné le dos au dollar au cours des dernières années. Cette politique de dédollarisation représente un éloignement des finances publiques russes par rapport aux centres de décision financiers occidentaux. Le raisonnement serait d'ailleurs le même si l'on évoquait, par exemple, la pénétration de l'euro au sein d'autres pays émergents, spécialement, en Afrique. En fin de compte, il serait sans doute plus judicieux de parler de « désoccidentalisation » du secteur financier au sein de la Périphérie.

Au cours des cinq dernières années, la Russie a accumulé pour l'équivalent (en valeur 2020) d'une quarantaine de milliards de dollars en lingots. Ce montant représente près de 7 % des réserves russes. Avec l'envolée récente des cours de l'or, la présence du précieux métal dans les réserves du pays a *in fine* permis d'étoffer fort opportunément ces dernières.

De surcroît, la Russie a pris ses distances avec les grands pôles de décision occidentaux et a renforcé, via des liens de coopération Sud-Sud, des liens tant commerciaux que monétaires, avec la Chine. C'est ainsi que la présence du yuan renminbi, la devise nationale chinoise, dans les réserves de la Banque centrale de la Fédération de Russie a triplé au cours de 2015 à 2019 et a fini par représenter, l'année dernière, 15 % des réserves du pays.

De surcroît, la Chine et la Russie ont conclu, en 2014, un accord bilatéral d'échange de leurs devises sous forme de lignes de crédit croisé pour un montant de 25 milliards de dollars. Petit à petit, les deux pays en sont donc venus à sceller progressivement une alliance financière. Au premier trimestre 2020, la part du dollar dans les échanges commerciaux bilatéraux entre la Russie et la Chine est tombée en dessous de 50 % pour la première fois de leur histoire, selon des données fournies par la Banque centrale de la Fédération de Russie et du Service fédéral des douanes<sup>17</sup>.

---

<sup>17</sup> Dimitri Simes, China and Russia ditch dollar in move toward « financial alliance », Nikkei Asian Review, 6 août 2020, Url : <https://asia.nikkei.com/Politics/International-relations/China-and-Russia-ditch-dollar-in-move-toward-financial-alliance>. Date de consultation : 30 août 2020.

A titre d'alternative à la dépendance financière à l'égard de l'Occident, il convient également de mentionner qu'une politique de substitution aux importations par un développement de la production nationale permet de protéger les réserves de change d'un pays sans avoir à recourir à l'endettement extérieur. Le développement de l'agriculture dans les pays du Maghreb participe clairement de cet effort de rationalisation et de développement de la production.

Pour être plus précis, il faut également souligner que les solutions à l'endettement extérieur, considéré, rappelons-le, par le FMI lui-même (qui ne constitue guère, comme chacun le sait, un cénacle de diffusion de la critique à l'égard du capitalisme occidental) comme un frein à la croissance des pays de la Périphérie, reposera sur un amalgame de prescriptions hétérodoxes. Ces dernières engloberont des formules de coopération Sud-Sud, des mécanismes de financement à travers de nouvelles alliances monétaires diminuant la nécessité de se fournir en devises auprès des marchés occidentaux ainsi que le développement des industries et des agricultures nationales. Il s'agit là, somme toute, d'opportunités à mettre en œuvre alors que la crise économique aux Etats-Unis et en Europe s'accompagne d'une perte d'influence de l'Occident sur la scène internationale.

En définitive, le monde post-Covid-19 sera ce que des nations souveraines au Sud décideront d'en faire. Il n'y a, dès lors, aucune fatalité à recourir à l'endettement extérieur pour gonfler artificiellement les réserves de change des Etats de la Périphérie. En ces temps de basculement en défaveur de l'hégémonie occidentale, ce petit constat pourrait s'avérer particulièrement payant. Car après tout, « l'audace réussit à ceux qui savent profiter des occasions » (Marcel Proust).